



## Phumzile Mlambo-Ngcuka: "Pour défendre les femmes, il faut trouver un langage commun au plus de gens possible"

☐ Phumzile Mlambo-Ngcuka, secrétaire générale adjointe de l'ONU, dirige l'une des plus jeunes agences de l'organisation: ONU Femmes. Apartheid, #MeToo, avortement, masculinité, elle aborde tous les sujets avec ouverture et détermination.

☐ A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, "Le Temps" propose un cycle d'articles pendant trois jours.



Photographie de Phumzile Mlambo-Ngcuka, présidente d'ONU Femmes. — © David Wagnières pour Le Temps

Ce matin-là, Phumzile Mlambo-Ngcuka arrive tout juste de New York pour assister à Genève à l'ouverture du Conseil des droits de l'homme.

Dans le hall de l'hôtel Intercontinental, elle combat la fatigue avec du thé noir, mais sa détermination est intacte et sa parole claire.

Phumzile Mlambo-Ngcuka est une femme politique à la présence tranquille et forte. Et il en faut de la force pour entraîner ONU Femmes qui, malgré sa jeunesse – l'entité n'a été créée qu'en 2010 – défend les droits de la moitié de l'humanité<sup>1</sup>.

Son opiniâtreté et son charisme, Phumzile Mlambo-Ngcuka les puise dans son histoire. Dès l'abolition de l'apartheid qu'elle a combattu au sein de l'ANC, elle a été députée, ministre puis vice-présidente d'Afrique du Sud aux côtés de Thabo Mbeki. En 2013, elle prend la tête d'ONU Femmes, succédant à la Chilienne Michelle Bachelet.

Rassembler est son souci et sa méthode: face au Temps, elle salue les progrès de la Suisse qu'elle a bien connue dans les années 1980, elle se félicite des mobilisations, dont la grève du 14 juin, et des élections de l'automne où, se réjouit-elle, les femmes ont progressé.

**Le Temps: Vous avez grandi en Afrique du Sud, au temps de l'apartheid. Est-ce que vivre l'injustice sociale vous a sensibilisée aussi aux injustices faites aux femmes?**

☛ Phumzile Mlambo-Ngcuka: Oui et non. Beaucoup de gens avec lesquels j'ai travaillé, qui venaient de pays où il n'y avait pas eu de violation aussi massive des droits humains, se sont révélés des combattants

<sup>1</sup> <https://www.unwomen.org/fr>

passionnés de justice. Je ne dirais donc pas que c'est lié. Mais cela m'a sans doute aidée à comprendre l'intersectionnalité. En Afrique du Sud régnait un ensemble de discriminations de race, de genre et de classe sociale. Tout était lié. C'était une triple oppression. Cela m'a rendue sensible à d'autres formes d'oppressions encore, comme l'homophobie, par exemple.



David Wagnières pour Le Temps

### Vous étiez membre de l'ANC avant les élections libres de 1994?

➤ J'étais enseignante et membre de l'ANC. L'éducation a joué un rôle très important dans le bras de fer en Afrique du Sud. J'enseignais et je soutenais des étudiants qui étaient eux-mêmes des activistes.

### Les méthodes utilisées dans le combat politique pour mettre un terme à l'apartheid vous sont-elles utiles aujourd'hui?

➤ Durant l'apartheid, il était très important de travailler avec le maximum de parties prenantes. On ne pouvait pas se contenter de travailler avec ceux qui étaient d'accord avec nous. Il fallait convaincre des gens du dehors, ou au moins tenter de les neutraliser. C'est un de mes objectifs principaux depuis que je travaille pour ONU Femmes. Parce que les gens qui se battent contre les inégalités de genre sont en fait très peu nombreux.

### Pourquoi?

➤ Parmi les femmes, toutes ne sont pas contre les inégalités. Parmi celles qui sont contre, toutes ne vont pas s'engager pour les faire reculer. Et parmi celles qui s'engagent, toutes ne vont pas avoir le courage de se battre. Ainsi, le groupe de celles qui se battent s'amenuise. Beaucoup de gens regardent cette lutte du dehors, parfois avec sympathie mais ça n'aide pas. Donc, il a été très important pour moi d'inclure davantage de personnes et de trouver, avec elles, des objectifs communs: avec des hommes — parce qu'il y a des féministes parmi eux —, avec des gens plus jeunes, mais aussi avec le secteur privé, avec les chefs religieux ou traditionnels. Pour défendre la cause des femmes, il faut trouver un langage commun avec le plus de gens possible. Bien sûr, c'est très compliqué à gérer. Parce que ces gens peuvent aussi avoir tendance à diluer, voire neutraliser votre combat, donc il faut rester prudent.

### Est-ce que le héros de la lutte anti-apartheid, Nelson Mandela, soutenait la cause des femmes?

➤ Oui. C'était un vrai féministe. Il a engagé et nommé des femmes à des postes de premier plan. Lors de la première conférence de l'ANC en Afrique du Sud, où nous devions élire notre direction, il a absolument voulu réserver des places aux femmes. Le parti était contre. Il s'est battu jusqu'au bout pour ça, pendant des heures et des heures. Il reprochait souvent aux hommes de ne pas être assez actifs. Il disait: si les hommes de bien ne font rien pour les femmes, alors ils participent à leur oppression, il ne suffit pas de regarder et d'approuver en silence.

**Vous fêtez cette année les 25 ans de la Déclaration de Pékin<sup>2</sup>, qui a jeté les bases d'une politique globale en faveur des femmes, et les 10 ans – seulement! – de la création d'ONU femmes...**

➤ Nous avons décidé que 2020 serait une année féministe. Nous pouvons faire beaucoup de choses pour les femmes. D'abord, il faut reconnaître et évaluer ce que nous avons fait, mais aussi mesurer ce qui reste à faire, parce que nos progrès ont été très inégaux.

Nous devons combler le fossé, une fois pour toutes, mais il faut rester cohérent avec mon vœu d'inclure un maximum de gens. Nous allons donc tenter d'amener beaucoup de gens à participer à ce processus et à rester dans ce processus.

### **Comment faire pour avancer de façon décisive?**

➤ Nous lançons un programme 2020-2025 qui va engager les Etats membres, le secteur privé, la société civile, les jeunes autour de problèmes parmi les plus récurrents et les plus graves. Ce sont des problèmes que personne ne peut affronter seul.

Il y a d'abord les violences contre les femmes, qui concernent tous les pays du monde. Les questions de justice économique, ensuite: la question du salaire égal se pose à l'échelle mondiale de même que la justice climatique, parce qu'on sait que ce sont les femmes qui assument les principales conséquences du réchauffement. Nous allons aussi promouvoir l'égalité face aux technologies et à l'innovation, insister sur les droits reproductifs, et en particulier sur l'autonomie des femmes en matière de reproduction. Mais aussi favoriser le leadership des femmes. Voilà nos objectifs pour les cinq années qui viennent.

D'autres buts sont aussi importants, mais ceux-ci vont nous permettre de toucher un maximum de gens.

### **Quels sont vos moyens?**

➤ Des moyens, c'est justement ce que nous voulons. Il faut amener les pays et les acteurs à s'engager financièrement pour ces causes. L'accord de Pékin, en 1995, était un excellent accord mais il n'a pas été possible de le mettre en œuvre, faute de moyens. A l'époque de Pékin, notre agence n'existait pas! Il n'y avait ni stratégie coordonnée ni calendrier. Aujourd'hui, nous voulons travailler sur des actions concrètes et désigner des responsables.

### **Est-ce qu'aujourd'hui, votre agence a les moyens de sa politique?**

➤ Non pas encore. C'est bien pourquoi nous devons fournir tous ces efforts. Nous ne pourrions pas sauver la moitié de la population mondiale avec le budget qui est le nôtre. Il faut que des partenaires viennent, et viennent avec des ressources dont nous espérons qu'elles seront bien plus importantes que celles dont nous disposons.

---

<sup>2</sup> <https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA F.pdf>

## Quel est, pour vous, le pas le plus important accompli depuis la Conférence de Pékin en 1995?

➤ Il y a aujourd'hui des lois contre la discrimination de genre dans plus de 150 pays. Beaucoup de ces législations concernent les violences faites aux femmes. A l'époque de Pékin, très peu de pays criminalisaient les violences domestiques, parce qu'ils estimaient que c'étaient des questions privées. Aujourd'hui, il ne reste plus qu'une cinquantaine de pays qui n'ont pas de législation spécifique. Et ce chiffre ne cesse de baisser. A l'époque de Pékin, le congé parental – le congé paternel en particulier – n'existait qu'en Suède. Aujourd'hui, près d'une centaine de pays l'ont adopté.

## Les droits de disposer de son corps – les droits sexuels et reproductifs – que vous défendez sont très controversés à l'échelle mondiale...

➤ Oui, et de plus en plus. A l'époque de Pékin il n'y avait pas autant de résistance. Aujourd'hui, on ne peut pas parler de droits sexuels et reproductifs (santé sexuelle, grossesse, accouchement, etc.), sans parler aussi d'orientation sexuelle, ce qui, en soi, doit être protégé, mais qui multiplie les oppositions.

Les chefs d'Etat et les leaders qui remettent en cause ces droits sont plus nombreux qu'il y a vingt-cinq ans. Mais nous devons continuer. Si nous parlions de tout, à propos des femmes, sauf de sexualité et de droit à la reproduction, ce serait délirant! C'est un sujet qu'on ne peut pas ignorer! Puisque la sexualité et les droits qui y sont liés font partie intégrante de l'identité des femmes. Pour qui se battrait-on si on se battait pour des personnes sans identité?

## "Avortement", pour nombre d'Etats membres, c'est un mot qui fait peur; pour d'autres, il doit être remis en cause. Vous continuez néanmoins d'en parler?

➤ Oui. Nous ne faisons pas la promotion de l'avortement comme moyen de contraception. Mais dans bien des cas, il n'a rien d'un moyen de contraception. Certaines femmes sont dans des situations très difficiles ou n'ont aucun accès à des contraceptifs. Beaucoup de femmes attendent des enfants qu'elles n'avaient pas prévu d'avoir. Donc nous en avons besoin.

## Que pensez-vous aujourd'hui du mouvement #MeToo?

➤ Ça a été très important. Cela a constitué un test pour toutes les nouvelles lois en matière de harcèlement et de discrimination. C'est une chose d'avoir des lois, et c'en est une autre de changer la culture et la façon dont les gens vont l'accepter. Aujourd'hui, grâce à la législation, grâce à ce changement de culture, on écoute les femmes et on les croit. Et c'est une très bonne chose.

C'est aussi parce qu'il y a plus de femmes à des postes clés dans des organisations où ont opéré des hommes qui se comportaient comme des prédateurs. Et ça a été capital. Lorsque les femmes se sont mises à parler, d'autres, en position de force cette fois, les ont écoutées et ont dit: oui, on te croit, parce que ça m'est arrivé aussi.

S'il n'y avait eu que des hommes en face, ils auraient pu facilement évacuer ces plaintes.

## Est-ce que #MeToo vous a aidées à progresser, à ONU Femmes?

➤ Oui, absolument. Et nous devons soutenir ce mouvement, j'en suis convaincue. On ne doit pas le laisser retomber. Nous devons continuellement faire en sorte que des femmes qui pensent qu'elles sont seules, et sans soutien, sachent que nous les écoutons, que nous voulons les aider et les encourager à réclamer leurs droits. Les femmes ont souvent peur d'être stigmatisées ou de subir des mesures de rétorsion. Souvent, elles renoncent et se demandent si tout cela en vaut la peine.

## N'y a-t-il pas, à l'heure actuelle, une sorte de "backlash"?

➤ Si. Il y a un retour en arrière. Mais nous, nous poussons aussi vers l'avant. C'est ainsi que ça marche.

## Comment faire pour que les hommes rejoignent votre combat?

➤ Nous avons une campagne de sensibilisation, à ONU Femmes, qui s'appelle #HeForShe. Elle permet de montrer la masculinité positive. Il faut saluer les hommes qui s'engagent, en faire des héros, c'est très important. Il ne faut pas laisser s'installer l'idée qu'être un homme en tant que tel serait nuisible. C'est pourquoi le congé parental, le congé paternité en particulier, est si important. Nous considérons ces hommes qui adhèrent à #HeForShe comme engagés. Et nous les encourageons à parler de leur vie et de leur situation.

## Quel est votre message aux hommes?

➤ Je dirais que les hommes qui ont des privilèges, de la richesse, du pouvoir, les hommes qui sont à la tête de communautés ont une responsabilité encore plus grande. Parce que ce sont leurs pouvoirs et leurs privilèges qui, lorsqu'ils ne les utilisent pas correctement, concourent à l'oppression des femmes. Ceux à qui il a été beaucoup donné sont ceux dont on attend le plus.

## Questionnaire de Proust

### Si vous pouviez changer votre biographie?

➤ J'aurais passé plus de temps avec mes enfants.

### Le meilleur conseil qu'on vous ait donné?

➤ J'ai été ministre des Mines et il y avait de nombreux accidents, des gens mouraient. Cyril Ramaphosa [actuel président sud-africain], qui a travaillé dans ce secteur, m'a prévenue: s'il y a un accident, tu dois te rendre sur place pour reconforter la famille et montrer ta solidarité.

Je l'ai fait et j'ai vu à quel point c'était important.

## Avez-vous un ou une "role model"?

☛ *Je ne peux pas choisir une seule personne, à part ma mère. Il y en a tellement d'autres, y compris de très jeunes femmes dont je me dis parfois: quand je serai grande, je serai comme elles... Et pourtant elles sont bien plus jeunes que moi!*

## Si vous étiez un animal?

☛ *Je ne suis pas un animal. Je n'y songe même pas.*

## Le livre que vous offrez à vos amis?

☛ *C'est un livre de Maya Angelou, Je sais pourquoi chante l'oiseau en cage.*

## Profil

- ☛ **1955** Naissance en Afrique du Sud.
- ☛ **1984** Coordinatrice à Genève de l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines jusqu'en 2006.
- ☛ **1994** Elue députée de l'ANC.
- ☛ **1996** Vice-ministre du Commerce, puis ministre des Mines.
- ☛ **2005** Vice-présidente.
- ☛ **2013** Prend la tête d'ONU Femmes.

### ☐ Pourquoi l'Afrique

Le Temps a décidé de couvrir davantage l'Afrique. Car nous croyons au potentiel du continent malgré les immenses défis qu'il doit relever.

Nous sommes persuadés qu'il est temps de parler de l'Afrique autrement pour dépasser les clichés qui collent au continent. Notre engagement est de mettre en avant les thèmes cruciaux pour l'avenir de l'Afrique, comme la santé, la démographie, l'environnement, l'innovation ou les enjeux culturels.

Pour cela, nous sommes convaincus que la Suisse, en particulier romande car elle partage la langue française avec une bonne part du continent, offre un point de vue unique sur l'actualité africaine. Nous avons aussi l'ambition de devenir un lieu de débat incontournable sur le place de la Suisse en Afrique.

Nous avons fait le choix de laisser les contenus liés à l'Afrique en libre accès. Un choix rendu possible par le soutien de nos fidèles et nouveaux lecteurs. Pour continuer à travailler en totale indépendance éditoriale, Le Temps compte sur vous.

### Lire aussi:

- [8 mars 2020, un nouveau paradigme est à l'œuvre](#)
- [«Dégommer les clichés" qui collent aux histoires du soir](#)
- [Perla Joe, la révolution de l'intérieur](#)
- ["Le Temps" à la rencontre des femmes](#)